

12 janvier 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la diversité et l'unité du peuple français, Castelnau-le- Lez, mardi 12 janvier 1988.

Monsieur le maire,

- Je vous remercie de votre accueil. Vous avez bien voulu commencer votre allocution en rappelant que j'avais été, pendant près d'un quart de siècle, maire d'une petite commune. A vrai dire, je me sentais plus humble encore en considérant Castelnau-le-Lez avec ses douze mille habitants, moi qui ne fus maire que d'une commune de trois mille et tout juste. Mais, malgré tout, trois mille ou douze mille, ces communes-là font partie de cette structure que je crois quasiment unique en Europe avec près de trente-six mille communes, c'est-à-dire cinq cent mille conseillers municipaux qui s'occupent des autres, le plus souvent se dévouent, n'oublient certes pas ce qu'ils sont, et où se situent leurs choix, mais apprennent à vivre ensemble, c'est-à-dire à gérer pour le bien de tous.

- Il n'est pas possible que l'on travaille ainsi, à travers les années, attelé à la même tâche, pour la même population, sans qu'au-delà des frontières naturelles de la pensée politique, ne s'édifient des relations humaines acceptables et, le cas échéant, excellentes.

- Si les Français ne devaient jamais dépasser ce qui les divise, s'ils devaient oublier que le pays, ce pays, le nôtre, la France, c'est le leur, que c'est une propriété indivise, qui relève de la même tradition, qu'ils ont la même histoire, qu'ils ont supporté le même combat, qu'ils ont servi souvent les mêmes valeurs, pas toutes les mêmes valeurs qui nous sont communes, alors, j'aurais bien peur pour notre société nationale, pour notre France, je craindrais beaucoup pour elle.

- Et si vous avez eu raison de dire qu'il faut se méfier du syncrétisme qui, souvent, recouvre la confusion, le refus d'une structure de pensée, d'un dessein, il faut que en chacun de nous se dessine l'idée de ce que doit être à la fois notre vie, mais aussi nos relations avec les autres. \

Que doit devenir la France, que doit-elle faire sur le -plan de sa politique extérieure et sur le -plan des relations entre Français ? Quels intérêts doit-elle choisir ou bien doit-elle refuser, quelles injustices doit-elle corriger, quelles institutions de vie commune doit-elle déterminer ? : sur ces choix-là, monsieur le maire, mesdames et messieurs, que chacun suive donc sa voie. Comme il serait morne, ennuyeux, détestable, un pays qui abolirait ses différences, parfois d'autorité, de commandement et par refus de la diversité et comme il serait voué à sa perte si le débat, le libre débat, la défense légitime des intérêts de base, individuels ou collectifs, professionnels, si tout cela ne pouvait plus être affirmé demain. Ce serait la mise sous le couvercle de la démocratie, directement ou hypocritement. Là, je craindrais encore pour la France. Et je me réjouis, chaque fois qu'il m'est donné, cela m'est donné assez souvent, de débattre, de discuter, de rencontrer des Français qui ne se réclament pas du même idéal que le mien, mais qui prennent part à la construction de la France en cette fin de siècle et pour celui qui vient, qui comprennent la nécessité de situer la France dans son ensemble, dans son environnement, dans la construction de l'Europe, dans le service d'idées de liberté, dans le respect de la démocratie. A l'intérieur de ces valeurs-là, je proclame la nécessité des esprits libres et qui, donc, s'opposent. Et je réclame aussi qu'ils s'unissent pour le service de ces valeurs-là, ces Français, ces républicains, celles et ceux qui ont une idée de la civilisation, après avoir connu à la fois le temps passé de la France, le surgissement révolutionnaire de 1789 que nous allons bientôt célébrer, l'affirmation des Droits de l'Homme, mais qui n'étaient encore qu'une expression individuelle du droit public, et puis l'affirmation des droits collectifs, des libertés politiques à travers le long chemin parcouru par la

l'affirmation des droits collectifs, des libertés politiques à travers le long chemin parcouru par le prolétariat, alors que les libertés inscrites sur les frontons n'étaient reconnues à personne de ceux qui devaient travailler pour le compte des autres.

- Tout cela a été la lente construction du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècles qui nous permet, en cette année 1988, de regarder un horizon plus large après avoir dépassé ces luttes. L'oeuvre est certes toujours à parfaire et les hommes seront les hommes, avec leur égoïsme, l'affirmation de leur personne, le service de leurs intérêts les plus directs ou les plus personnels, mais le service des institutions, l'amour de leur patrie, le respect de la démocratie, permettent à ces oppositions et à ces égoïsmes de rechercher l'indispensable synthèse, celle qui permettra aux Français d'avancer d'un même pas, pour leur pays, dans le siècle prochain.

- Moi aussi, monsieur le maire, je suis fidèle à mes idées. Je ne les renierai pas davantage demain que je ne l'ai fait hier, mais les responsabilités qui sont les miennes ont aussi servi à me faire considérer que mes devoirs étaient plus larges encore et qu'il convenait pour moi, si je voulais être digne de la confiance qui m'avait été accordée en 1981, non pas de me mentir à moi-même, mais de comprendre que d'autres familles d'esprit avaient le droit à l'existence. En faisant appel librement au suffrage universel, chacun ayant dit ce qu'il avait à dire honnêtement, en disposant de l'égalité des moyens, en cherchant seulement à traduire au mieux que possible les aspirations dont chacun se sent porteur, j'ai senti vivre la France à travers ces années, comme je l'ai dit récemment, sans renier de mes convictions et sans jamais rien consentir qui m'aurait paru contraire aux valeurs essentielles que je cherche à servir.\

A Castelnau-le-Lez, il faut le dire, avouons-le, devant sa population, que je n'avais jamais tant fréquentée à Castelnau-le-Lez, je savais quand même qu'un jeune maire `Jean-Pierre Grand`, représentant la majorité politique française actuelle, la majorité parlementaire, bien entendu, travaillait. Et je savais que sur le -plan scolaire, éducatif, il y avait là effectivement des réalisations qui pouvaient être montrées parce qu'elles avaient une valeur exemplaire. Je ne suis pas venu voir seulement le maire et la population de Castelnau-le-Lez, je suis venu approcher de plus près une certaine façon de gérer le pays.

- En comprenant qu'il faut servir d'abord l'école, c'est-à-dire la formation des femmes et des hommes, leur donner l'aliment de base qui éclairera leur vie tout entière, leur fournira toutes les chances d'affirmer les qualités de leur esprit, la maîtrise de leurs techniques, d'accéder au rang nécessaire si l'on veut que la France soit en mesure de concurrencer, de conquérir aussi les marchés extérieurs. La France dans l'Europe, sans doute, mais la France quand même et tout cela commence à l'école. J'ai trop vu de disputes inutiles pour ne pas être resté admirateur fidèle de cette cohorte d'enseignants, qui de la plus petite des écoles jusqu'à la plus grande ou la plus moderne, s'acharnent, consacrent leur vie à former les jeunes intelligences et les jeunes caractères, d'abord pour eux-mêmes, pour qu'ils accomplissent leur vocation humaine, mais aussi pour le pays dont nous sommes et qui a besoin, d'années en années, d'acquérir en qualité de nouvelles vertus, s'il veut durer. Après tout, c'est bien notre mission commune, monsieur le maire, mesdames et messieurs, que de permettre aux générations prochaines d'entrer dans le siècle qui vient. De nouveaux champs vont s'étendre devant eux, et après tout, la puissance économique n'est pas forcément allemande ou japonaise, la force d'invention et de traduction industrielle pas forcément américaine, l'art italien ou espagnol. La France dans tous ces domaines est capable, vaut bien les autres et je ne flatte pas la veine nationaliste, je dirai aussi que les autres nous valent bien, et c'est pour cela qu'il faut, comme vous le faites, ou comme vous essayez de le faire dans vos communes, aller de l'avant, nous, sur le -plan de l'Europe. J'ai développé ces thèmes tout à l'heure devant le Conseil général de l'Hérault.\

Je veux simplement que ceux qui m'écoutent sachent que, parvenu presque au terme de mon mandat, j'aurai eu la passion de ce pays qui est le nôtre, pour assurer sa défense, pour diffuser et répandre ses idées, pour qu'il garde l'écoute des plus puissants, pour qu'il songe aussi aux plus faibles. Ne croyez pas que la seule menace pour la vie des hommes, la survie de l'humanité, ce soit la bombe atomique. C'est aussi le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres, la révolte prévisible des deux tiers de l'humanité, sinon des trois quarts, exploités, dominés, écrasés. Je tiendrai le même raisonnement, naturellement très atténué, sur l'évolution de notre

propre société : il serait désastreux de voir les catégories les plus riches, les plus aisées, les plus puissantes, oublier que notre pays comprend un plus grand nombre d'hommes et de femmes souvent dans le besoin, en tout cas contraints de vivre difficilement, disposant souvent d'un salaire modeste, pour ne pas dire médiocre. Tout doit être fait pour réduire ce qui peut avoir l'apparence d'une injustice sociale.

- Cela, monsieur le maire, mesdames et messieurs, on le sait mieux que personne, quand on vit sur le terrain, quand on a affaire à une population comme celle-ci, 12000 habitants, on voit, on connaît à peu près les gens, 3000 encore mieux naturellement, on sait à qui on s'adresse, à qui on serre la main, comment les gens votent, en gros. Je me souviens moi d'une fois où je suis allé dans le canton dont j'ai été pendant trente-trois ans conseiller général. J'allais dans des petites communes de ce canton de forêts, d'une certaine altitude, une région pauvre, de ce vieux pays, le Morvan. J'arrivais là, dans ces communes avec le maire qui m'accompagnait, quelle que soit sa nuance d'ailleurs, et la nuance avait une certaine propension à rejoindre la mienne, car ce n'est pas par hasard si j'ai été élu par là. Je me souviens encore d'un vieux couple aux dernières élections présidentielles de 1974 : "Eh bien voilà, père un tel, vous madame, cette fois-ci vous n'avez pas voté pour le Président ? Je lui dis : "eh bien comment est-ce que vous le savez ?" Il dit : "on sait tout par ici" et les braves gens me disant, c'était en 74, que personne ne se méprenne sur le sens de mes propos : "c'est vrai, on nous avait dit que vous nous supprimeriez notre retraite mais craignez rien, la prochaine fois, on votera pour vous". Ils avaient déjà 80 ans. Ce n'était pas très prometteur mais je voyais bien qu'à l'intérieur de cette commune-là, comme dans toutes les autres, il s'est établi des relations qui dépassaient les séparations. Je voyais mes Morvandiaux qui, dans leur village, se répartissaient en clans, clans familiaux, clans de voisinage, clans politiques, quand ils arrivaient Porte d'Italie à Paris, ils étaient toujours dans les mêmes bistrots. Ils ne se séparaient plus jusqu'au moment où, revenus dans leur village, ils retrouvaient naturellement les divisions antérieures.

- Je voudrais bien que les Français, lorsqu'ils ont à offrir leur visage au reste du monde, réagissent de la même manière, et ils le font le plus souvent. Qu'ils sentent bien que leur diversité, c'est leur force, c'est une vertu de notre démocratie, mais que leur cohésion, c'est une force supplémentaire, et c'est la force de la France. Inspirons-nous de ces quelques exemples, comme de ceux que vous avez cités dans votre allocution, monsieur le maire, mesdames et messieurs, je suis ravi d'être parmi vous.

- Vive Castelnau-le-Lez,

- vive l'Hérault,

- vive la République,

- vive la France.\